



CONDITIONS GENERALES


Assurance AUTOMOBILE



VISA N°/DGTCP/DA/1320 DU 05/07/2017

Entreprise régie par le Code des Assurances

Société Anonyme avec Conseil d'Administration au capital de 1.000.000.000 FCFA

 www.stane.com



DESCRIPTIONS DU PRODUIT

Garantie	FORMULE AU TIERS		FORMULE ESSENTIELLE		FORMULE COMPLETE	
	Tiers simple	Tiers simple libre	Tiers Amélioré	Tiers amélioré libre	Tous risques	Tous risques Plus
	Assurance "coco taillé" à petit prix		Assurance pour votre protection et celle du véhicule		Assurance auto sécurisée pour les véhicules de 5 ans au plus	
Responsabilité civile	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Défense et recours	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Dommages tous accidents	x	x	x	x	✓	✓
Incendie	x	x	✓	✓	✓	✓
Vol	x	x	x	+	✓	✓
Bris de glaces	x	x	x	+	✓	✓
Accidents corporels	x	+	x	✓	✓	✓
Recours anticipé	x	✓	✓	✓	✓	✓
Dépannage-remorquage	x	x	x	✓	✓	✓
Assistance médicale	x	x	x	+	✓	✓
Véhicule de remplacement	x	x	x	+	x	✓

Garantie	Que couvre-t-elle ?	Dans Quelle limite ?	Que faire En cas de sinistre ?
Responsabilité civile	Cette garantie permet de compenser financièrement les dommages matériels et corporels subis par les autres (les tiers) lorsque votre responsabilité (ou celle des personnes assurées) est engagée à la suite : d'accident, incendie ou explosion causés par le véhicule assuré, les accessoires et produits servant à son utilisation, les objets et substances qu'il transporte, de la chute de ces accessoires, objets, substances ou produits.	En cas de dommages corporels : 4 milliards et en cas de dommages matériels : 500 millions	Nous conseillons de remplir un constat amiable et de contacter le service d'assistance de STANE. En cas d'accident de la circulation et quelle que soit votre responsabilité veuillez compléter et signer votre constat et de nous l'adresser dans les 5 jours.
Défense et recours	Cette garantie vous permet d'obtenir la réparation des dommages matériels ou corporels subis à la suite d'un sinistre, impliquant le véhicule assuré et engageant la responsabilité de l'adversaire des personnes assurées.	Dans la limite des préjudices corporels et matériels subis ainsi que les frais de procès	Nous conseillons de remplir un constat amiable et de contacter le service d'assistance de STANE. En cas d'accident de la circulation et quelle que soit votre responsabilité veuillez compléter et signer votre constat et de nous l'adresser dans les 5 jours.

Dommages tous accidents	Votre voiture est garantie en cas de choc avec un corps fixe ou mobile extérieur au véhicule, renversement ou chute accidentelle, actes de vandalisme ou de malveillance	Valeur vénale du véhicule avec une franchise de 50.000 FCFA	Contactez Assistane au 22 50 82 40 ou connectez-vous sur votre appli mobile Selfcare pour demander une assistance
Incendie	Votre voiture est garantie en cas d'incendie, explosion, chute de la foudre	Valeur vénale du véhicule	Vous disposez d'un délai de 5 jours pour nous en informer.
Vol	Votre voiture est garantie en cas de vol avec effraction, vol suite à un acte de violence.	Valeur vénale du véhicule	Nous conseillons de faire une déclaration immédiate dans les 24 heures suivant le sinistre. Vous disposez d'un délai de 48 heures pour nous en informer.
Bris de glaces	Garantissez votre pare-brise, lunette arrière, glaces latérales, toit vitré et optiques de phares avant. STANE dispose d'un réseau de réparateurs bris de glace agréés : vous n'avez pas d'argent à avancer, le remplacement ou les réparations sont directement réglés par STANE	Valeur de remplacement du vitrage	Contactez Assistane au 22 50 82 40 ou connectez-vous sur votre appli mobile Selfcare pour demander une prise en charge
Accidents corporels	Cette garantie couvre le conducteur et les passagers. En cas de blessure : les dommages corporels du conducteur, avec notamment un capital invalidité. En cas de décès : nous versons le capital à vos proches	1.000.000 FCFA	Contactez Assistane au 22 50 82 40 ou connectez-vous sur votre appli mobile Selfcare pour demander une assistance
Recours anticipé	Cette garantie complémentaire à la garantie recours, vous permet d'être indemnisé en anticipation par STANE en cas de sinistre responsable de l'adversaire.	Dans la limite de 3.000.000 FCFA	Contactez Assistane au 22 50 82 40 ou connectez-vous sur votre appli mobile Selfcare pour demander une assistance
Dépannage-remorquage	STANE organise et prend en charge le dépannage ou le remorquage du lieu d'immobilisation jusqu'au garage le plus proche de l'incident suite à une panne, une tentative de vol, un vol, un incendie, un vandalisme, un accident matériel sur le véhicule garanti.	Dans la limite de 150.000 FCFA	Contactez Assistane au 22 50 82 40 ou connectez-vous sur votre appli mobile Selfcare pour demander une assistance
Assistance médicale	Dans le cadre d'un voyage effectué avec son véhicule, suite à une atteinte corporelle grave ou un décès, vous pouvez bénéficier du rapatriement et d'une avance de frais médicaux.	Dans la limite de 500.000 FCFA	Contactez Assistane au 22 50 82 40 ou connectez-vous sur votre appli mobile Selfcare pour demander une assistance
Véhicule de remplacement	STANE prend en charge et met à la disposition de l'Assuré un véhicule de remplacement de catégorie B : - à la suite d'une panne, sans excéder 7 jours, - à la suite d'un accident ou d'un incendie, sans excéder 15 jours, - à la suite d'un vol, tant que le véhicule n'est pas retrouvé, sans excéder 30 jours. Lorsque le véhicule volé est retrouvé, l'Assuré doit en informer STANE.	30.000 FCFA par jour	Contactez Assistane au 22 50 82 40 ou connectez-vous sur votre appli mobile Selfcare pour demander une assistance

Table des matières

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES 5

Article 1 : Etendue territoriale	5
A - DEFINITIONS	5
Article 2 : Définitions	5
B – FORMATION ET DUREE DU CONTRAT	6
Article 3 : Formation et prise d'effet	6
Article 4 : Durée.....	6
Article 5 : Suspension du contrat.....	6
Article 6 : Résiliation du contrat	6
Article 7 : Transfert de propriété du véhicule assuré .	7
C - OBLIGATIONS DES PARTIES.....	8
Article 8 : Déclaration du risque à la souscription	8
Article 9 : Déclaration du Risque en cours de Contrat	8
Article 10 : Déclaration des autres assurances	8
Article 11 : Paiement des primes	9
Article 12 : Obligations de l'Assuré en cas de sinistre	9
Article 13 : Avis d'échéance.....	9
Article 14 : Offre d'indemnité	9
Article 15 : Paiement des indemnités.....	10

TITRE II : OBJET ET ETENDUE DE LA GARANTIE 10

A – DOMMAGES CAUSES AUX TIERS « GARANTIE OBLIGATOIRE »	10
Article 16 : Risque A -Responsabilité Civile	10
Article 17 : Risques B – Recours des Tiers Incendie..	10
Article 18 : Franchise des Garanties Risques A et B..	10
Article 19 : Limitation de la Garantie Responsabilité Civile à l'égard des personnes transportées.....	10
Article 20 : La faute du conducteur.....	11
Article 21 : Exclusions applicables aux Risques A et B	11
Article 22 : Autres exclusions applicables aux risques A et B	11
Article 23 : Sauvegarde des droits de la victime.....	11
Article 24 : Sauvegarde des droits de l'assureur	12
Article 25 : Direction du Procès.....	12
Article 26 : Attestations d'assurance.....	12
B – DOMMAGES CAUSES AU VEHICULE ASSURE.....	12

Article 27 : Risque C - Dommages causés au véhicule par accident	12
Article 28 : Exclusions applicables aux Risques C.....	12
Article 29 : Déclaration du risque	13
Article 30 : Risque D - Incendie et explosions	13
Article 31 : Exclusions applicables aux Risques D	13
Article 32 : Risque E – Vol du Véhicule	13
Article 33 : Exclusions applicables aux Risques E.....	14
Article 34 : Indemnisation	14
Article 35 : Risque F – Bris de Glaces.....	14
Article 36 : Montant de la garantie Bris de Glaces ...	14
Article 37 : Exclusions applicables aux Risques F.....	14
Article 38 : Montant de la garantie.....	14
Article 39 : Obligations de l'Assuré en cas de sinistre	14
Article 40 : Règle proportionnelle (Risques C et F) ...	14
Article 41 : Franchise.....	15
Article 42 : Obligations de l'assureur en cas de sinistre	15
Article 43 : Procédure	15
C – ASSISTANCE JUDICIAIRE	15
Article 44 : Risque G – Garantie Recours	15
Article 45 : Risque H – Garantie Défense.....	15

TITRE III : DISPOSITIONS COMMUNES 17

A – EXCLUSIONS COMMUNES A TOUS LES RISQUES	17
Article 46 : Risques exclus mais susceptibles d'être couverts.....	17
Article 47 : Risques toujours exclus	17
Article 48 : Exclusion pour défaut de permis de conduire	17
B - DECHEANCES	18
Article 49 : Déchéances	18
C - DISPOSITIONS DIVERSES.....	18
Article 50 : Prescription biennale	18
Article 51 : Prescription quinquennale	18
Article 52 : Compétences.....	18
Article 53 : Subrogation	18
Article 54 : Catégorie d'usage.....	18

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Etendue territoriale

La garantie Responsabilité Civile (Titre II A.) prévue au présent contrat s'applique aux véhicules immatriculés en Côte d'Ivoire et pour la circulation à l'intérieur de l'ensemble des territoires des Etats membres de la CIMA (Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance) et de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest).

Mais en ce qui concerne les véhicules de la catégorie 11 (taxis compteurs) dont la circulation est limitée à la ville d'ABIDJAN, cette garantie s'exerce uniquement en Côte d'Ivoire.

La garantie RC peut être étendue aux territoires d'autres Etats énumérés aux conditions particulières.

Cette garantie, lorsqu'elle est appelée à jouer hors du territoire d'un Etat membre de la CIMA, ou de la CEDEAO est accordée par l'Assureur dans les limites et conditions prévues par la législation applicable dans l'Etat sur le territoire duquel s'est produit le sinistre.

Les autres garanties (Titre II B et C) s'exercent en Côte d'Ivoire uniquement.

A - DEFINITIONS

Article 2 : Définitions

Pour l'application de l'ensemble des dispositions du présent contrat, il faut entendre par :

1. **Souscripteur** : Personne physique ou morale désignée sous cette rubrique aux conditions particulières et qui est tenue envers l'Assureur, notamment au paiement des primes.
2. **Assuré** : Pour les risques A, B, G et H, le souscripteur de la police, le propriétaire du véhicule et toute personne ayant la garde ou la conduite même non autorisée du véhicule objet de l'assurance ainsi que tout passager à bord du véhicule assuré (Art. 200 du Code CIMA).

Pour les risques C, D, E, F : le souscripteur et le propriétaire du véhicule.

Pour l'ensemble de ces risques, ne sont pas considérés comme assurés les professionnels de la réparation, de la vente et du contrôle de l'automobile (Art. 200 du Code CIMA).

3. **Véhicule assuré** : Par véhicule assuré, il faut entendre non seulement tout véhicule terrestre à moteur désigné aux conditions particulières, mais également toute remorque ou semi-remorque. Les remorques et semi-remorques sont considérées comme des véhicules distincts.

On entend par remorque ou semi-remorque :

- Les véhicules terrestres construits en vue d'être attelés à un véhicule terrestre à moteur et destinés au transport de personnes ou de choses.
- Tout appareil terrestre attelé à un véhicule terrestre à moteur.

Sauf en cas de réticence ou fausse déclaration intentionnelle, l'adjonction à un véhicule terrestre à moteur de petites remorques ou semi-remorques constitue, au sens des articles 15 et 19 du Code CIMA, une aggravation du risque couvert par le contrat garantissant ce véhicule (Art. 202 du Code CIMA).

L'assurance porte exclusivement sur les véhicules désignés aux conditions particulières.

Toutefois, en cas d'indisponibilité fortuite d'un véhicule assuré dûment établie, les garanties A et B peuvent être transférées provisoirement sur un véhicule de remplacement loué ou emprunté par le souscripteur ou le propriétaire du véhicule assuré.

Chaque garantie ne s'appliquera alors qu'en supplément et après épuisement de l'assurance pouvant couvrir le véhicule de remplacement ; elle sera acquise dès l'envoi à l'Assureur d'une lettre recommandée (le cachet de la poste faisant foi) l'informant du remplacement, à charge pour le souscripteur d'acquiescer, s'il y a lieu, un supplément de prime calculé d'après le tarif en vigueur au moment du remplacement.

A cet effet, la lettre recommandée doit, sous peine des sanctions prévues par les articles 18 et 19 du Code CIMA, fournir les renseignements prévus à l'article 8 en ce qui concerne le véhicule de remplacement.

4. **Valeur vénale** : Valeur du véhicule, vétusté déduite. C'est en général la valeur argus en cours.
5. **Valeur neuve** : Prix de vente en cours du véhicule neuf.
6. **Le conducteur** : Personne occupant la place prévue pour manœuvrer les organes de direction du véhicule au moment de l'accident.
7. **Personne transportée à titre gratuit** : Toute personne transportée sans rémunération, même si sans payer de rétribution proprement dite, elle participe occasionnellement et bénévolement aux frais de route, ou est transportée par l'assuré en vue de la recherche d'une affaire commune.
8. **Assureur** : La Société ou Compagnie d'Assurance auprès de laquelle le contrat est souscrit.
9. **La Loi** : Chaque fois qu'il y est fait référence, le Code CIMA.

10. **Sinistre** : Tout événement non intentionnel de la part de l'assuré
- Susceptible de mettre en œuvre sa responsabilité à la suite d'un dommage corporel et / ou matériel causé à autrui du fait du véhicule assuré ou de son utilisation ;
 - Entraînant des dommages au véhicule assuré lorsque les risques « dommages », « incendie », « vol » ou « bris de glaces » sont couverts.
11. **Dommege corporel** : Préjudice résultant de toute atteinte physique subie par une personne.
12. **Dommege matériel** : Préjudice résultant de toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux.
13. **La prime ou cotisation** : La somme que doit verser le souscripteur en contrepartie de la garantie de l'Assureur.
14. **Echéance principale** : La date à laquelle est due la prime annuelle.
15. **Franchise** : Part de l'indemnité demeurant contractuellement à la charge de l'assuré (ou du souscripteur) à la suite d'un sinistre couvert et dont le montant est fixé aux conditions particulières.
16. **Déchéance** : La perte par l'Assuré de la garantie due par l'Assureur.
17. **Prescription** : Délai prévu par la Loi à l'expiration duquel toute action est déclarée irrecevable.
18. **Résiliation** : Cessation des garanties du contrat d'assurance de plein droit ou à l'initiative de l'une des parties.
19. **Subrogation** : Substitution de l'Assureur à l'Assuré dans ses droits et actions après paiement de l'indemnité.

B – FORMATION ET DUREE DU CONTRAT

Article 3 : Formation et prise d'effet

La prise d'effet du contrat est subordonnée au paiement de la prime par le Souscripteur ou par toute autre personne y ayant intérêt (article 13 code des assurances). Une dérogation est prévue pour les contrats d'assurance dont la prime excède 80 fois le SMIG annuel ou pour les risques de l'Etat et de ses démembrements, où un délai de paiements est possible, encadré par un protocole engageant le client à régler la totalité de la prime à l'issu du délai réglemeuté sous peine de résiliation de plein droit.

Cette dérogation ne s'applique pas aux contrats des branches Automobile (mono et flottes), Maladie et Marchandises transportées (facultés)

Article 4 : Durée

Le contrat est souscrit pour la durée prévue aux conditions particulières.

Lorsque le contrat contient une clause de tacite reconduction, il est, à l'expiration de l'année de l'assurance en cours, reconduit automatiquement d'année en année après paiement de la prime, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties deux mois au moins avant cette expiration dans les formes prévues au dernier alinéa de l'article 6 des présentes conditions générales.

En cas de non transmission par l'assuré d'une lettre de résiliation dans le délai prévu, la résiliation de plein droit pour non-paiement de la prime visée à l'article 13, peut donner droit à l'assureur au paiement par l'assuré de dommages-intérêts. Ces dommages-intérêts sont fixés à 25% de la prime nette de renouvellement.

Toutefois, l'assureur qui n'a pas transmis l'avis d'échéance conformément aux dispositions de l'article 14, ne peut se prévaloir du non-paiement de la prime de renouvellement par l'assuré.

Article 5 : Suspension du contrat

En cas de suspension du contrat non consécutive à un sinistre garanti et non inférieure à quatre semaines consécutives, le souscripteur bénéficie à son choix, avant l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date de suspension :

- Soit d'une ristourne de prime égale aux 3/4 du prorata de la prime afférente à la période de suspension à valoir sur la prime de la prochaine année d'assurance.
- Soit d'une prorogation de garantie égale aux 3/4 de la période de suspension.

Les effets de la police sont suspendus pour un an maximum en ce qui concerne le(s) risque(s) mentionné(s) expressément.

Si le souscripteur ne met toujours pas le véhicule en circulation avant l'expiration du délai d'un an prévu ci-dessus, la police se trouvera résiliée de plein droit et sans autre préavis, toutes primes échues restant acquises à l'Assureur.

Il reste entendu qu'en cas de sinistre garanti, la suspension ne confère à l'Assuré aucune prorogation de garantie, ni remboursement de prime.

Article 6 : Résiliation du contrat

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions fixées ci-après :

1. Par le Souscripteur ou l'Assureur

- A chaque échéance annuelle de la prime moyennant préavis de deux mois au moins si le contrat est à tacite reconduction.

- b) En cas d'aliénation du véhicule assuré (article 41 du Code CIMA).
- c) En cas de changement de domicile, de profession, en cas de retraite professionnelle ou de cessation définitive d'activités professionnelles, ou en cas de changement de situation ou de régime matrimonial à la condition que ces événements soient liés au risque. La résiliation ne pourra alors intervenir que dans les 3 mois suivant la date de l'événement. Elle prend effet un mois après que l'autre partie au contrat en ait reçu notification (article 25 du Code CIMA).

2. Par l'Assureur

- a) En cas d'aggravation du risque (article 15 du Code CIMA).
- b) En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article 19 du Code CIMA).
- c) **Après sinistre, l'Assureur se réserve le droit de résilier dans un délai de trois (3) mois, par lettre recommandée, moyennant préavis d'un mois à compter de la notification de la résiliation du présent contrat (article 23 du Code CIMA).** Passé le délai d'un mois après qu'il aura eu connaissance du sinistre, l'Assureur ne pourra se prévaloir de celui-ci pour résilier le contrat, s'il a accepté le paiement de la prime ou de la fraction de la prime venue à échéance après ledit sinistre. S'il est fait usage de la faculté prévue à l'alinéa ci-dessus, le souscripteur aura droit, dans le délai d'un mois à compter de la notification de la résiliation du présent contrat, de résilier les autres contrats qu'il peut avoir souscrit chez l'Assureur ; cette résiliation par le souscripteur prendra effet un mois après la notification à l'Assureur.

L'usage de la faculté prévue aux deux alinéas précédents entraîne restitution par l'Assureur des portions de primes afférentes à la période pour laquelle les risques ne sont plus garantis.

- d) En cas de faillite ou de liquidation judiciaire de l'Assuré (article 17 du Code CIMA, alinéa 1).

3. Par le Souscripteur

- a) En cas de disparition de circonstances aggravantes mentionnées dans la police et si l'Assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article 15 du Code CIMA).
- b) En cas de résiliation par l'Assureur d'un autre contrat après sinistre, le Souscripteur a le droit, dans le délai d'un mois à dater de la notification de la résiliation par l'Assureur, de résilier le présent contrat avec effet un mois après

notification à l'Assureur (article 23 du Code CIMA).

4. Par la masse des créanciers du Souscripteur

En cas de faillite ou de liquidation judiciaire de celui-ci (article 17 du Code CIMA, alinéa 1).

5. De plein droit

- a) En cas de défaut de paiement de la prime.
- b) En cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement non prévu par la police, l'assurance prend fin de plein droit et l'Assureur doit restituer à l'Assuré la portion de la prime payée d'avance et afférente au temps pour lequel le risque n'est plus couru (Art. 39 du Code CIMA).
- c) En cas de retrait de l'agrément de l'Assureur : En cas de faillite d'une entreprise d'assurance, les contrats qu'elle détient dans son portefeuille cessent de plein droit d'avoir effet le quarantième jour à midi à compter de la publication dans un journal d'annonces légales, de la décision du retrait de l'agrément. Les primes sont dues proportionnellement à la période de garantie. Le Syndic peut surseoir au paiement des sinistres (article 17 du Code CIMA alinéa 2).
- d) En cas de faillite ou liquidation judiciaire de l'Assuré, l'Assurance subsiste. Cependant, le Syndic ou le débiteur autorisé par le juge ou le liquidateur selon le cas et l'Assureur conservent le droit de résilier le contrat pendant un délai de trois mois à compter de la date du jugement de faillite ou de liquidation judiciaire. La portion de prime afférente au temps pendant lequel l'Assureur ne couvre plus le risque est restituée au débiteur (article 17 du Code CIMA, alinéa 1).
- e) En cas de réquisition de propriété, d'usage ou de service conformément à la législation en vigueur.

Dans tous les cas de résiliation, l'Assureur doit au souscripteur la portion de prime payée d'avance, afférente à la période pendant laquelle le risque n'est plus garanti.

Lorsque le souscripteur ou l'héritier a la faculté de demander la résiliation, il peut le faire à son choix, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège social ou chez le représentant de l'Assureur de la localité, soit par acte extrajudiciaire, soit par lettre recommandée. La résiliation par l'Assureur doit être notifiée par lettre recommandée adressée à la dernière adresse connue du souscripteur.

Article 7 : Transfert de propriété du véhicule assuré

1. En cas de décès du souscripteur, l'Assurance continue de plein droit au profit de l'héritier à charge pour celui-ci d'exécuter toutes les obligations dont le souscripteur et ou l'Assuré était tenu vis-à-vis de l'Assureur en vertu du contrat.

L'Assureur et l'héritier peuvent résilier le contrat dans un délai de 3 mois à partir du jour où l'héritier a demandé le transfert de la police en son nom (article 40 alinéa 1 du Code CIMA).

2. En cas d'aliénation d'un véhicule assuré: En cas d'aliénation d'un véhicule terrestre à moteur, ou de ses remorques ou semi-remorques, et seulement en ce qui concerne le véhicule aliéné, le contrat d'assurance est suspendu de plein droit à partir du 5^{ème} jour de l'aliénation à 24 heures. Il peut être résilié par chacune des parties moyennant préavis de 10 jours (article 41 alinéa 1 du Code CIMA).

A défaut de remise en vigueur du contrat par accord des parties ou de résiliation par l'une d'elles, la résiliation intervient de plein droit à l'expiration d'un délai de 6 mois à compter de l'aliénation.

L'Assureur est tenu au remboursement du prorata de prime correspondant à la période allant de la date de cette résiliation à la date d'échéance.

L'Assuré doit informer l'Assureur, par lettre recommandée ou par tout autre moyen prévu dans la police, de la date d'aliénation (article 41 du Code CIMA).

C - OBLIGATIONS DES PARTIES

OBLIGATIONS DE L'ASSURE

Article 8 : Déclaration du risque à la souscription

Le souscripteur doit, sous peine de sanctions prévues ci-dessous, répondre exactement aux questions posées par l'Assureur, notamment dans le formulaire de déclaration du risque, de façon à permettre à l'Assureur d'apprécier les risques qu'il prend en charge.

Les renseignements suivants devront, entre autres, être fournis :

- Marque, type
- Carrosserie
- Puissance
- Immatriculation
- Energie (essence, diesel, électrique, gaz...)
- Valeur vénale (Risques D et E)
- Valeur neuve (Risques C et F)
- Date de 1^{ère} mise en circulation
- Date de la dernière visite technique
- Charge utile et poids mort (pour les véhicules utilitaires)
- Nombre de places assises
- Adjonction d'un side-car à une motocyclette
- Usage
- Profession du souscripteur, âge, sexe du conducteur ou des personnes à qui le véhicule est confié à titre habituel
- Zone géographique (lieu de garage habituel)
- Numéro et âge du permis de conduire du conducteur habituel

- Nombre d'accidents occasionnés au cours des 12 derniers mois par le conducteur habituel
- Nom du dernier Assureur du véhicule
- Limiteur de vitesse du véhicule.

Article 9 : Déclaration du Risque en cours de Contrat

L'Assuré doit déclarer les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence :

- Soit d'aggraver le risque,
- Soit d'en créer de nouveaux,
- Soit de réduire ou de supprimer le risque et rendant de ce fait inexact ou caducs, les renseignements mentionnés à l'article 8.

L'Assuré doit, par lettre recommandée ou contresignée, déclarer ces circonstances à l'Assureur dans les 15 jours à partir du moment où il en a eu connaissance.

En cas d'aggravation ou de modification du risque en cours de contrat, telle que, si les circonstances nouvelles avaient été déclarées lors de la conclusion ou du renouvellement du contrat, l'Assureur n'aurait pas contracté ou ne l'aurait fait que moyennant une prime plus élevée, l'Assureur a la faculté, soit de dénoncer le contrat en remboursant la fraction de prime non courue, soit de proposer un nouveau montant de la prime.

Si l'Assuré n'accepte pas ce nouveau montant, l'Assureur peut résilier le contrat.

Si pour la fixation de la prime il a été tenu compte de circonstances spéciales mentionnées dans la police aggravant les risques, et si ces circonstances viennent à disparaître au cours de l'assurance, l'Assuré a le droit de résilier le contrat, sans indemnité, si l'Assureur ne consent pas à la diminution de prime correspondante, d'après le tarif applicable lors de la souscription du contrat.

L'Assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation du risque quand 15 jours, après en avoir été informé de quelque manière que ce soit, il consent au maintien de l'assurance.

Toute réticence, fausse déclaration intentionnelle, omission ou inexactitude dans la déclaration des circonstances ou des aggravations visées ci-dessus, est sanctionnée par la nullité (article 18 du Code CIMA) et la réduction proportionnelle de l'indemnité (article 19 du Code CIMA).

Article 10 : Déclaration des autres assurances

Celui qui est assuré auprès de plusieurs Assureurs par plusieurs polices pour un même intérêt, contre un même risque, doit donner immédiatement à chaque Assureur connaissance des autres assurances.

Le Souscripteur ou l'Assuré doit, lors de cette communication, faire connaître le nom de l'Assureur avec lequel une autre assurance a été contractée et indiquer la somme assurée (article 34 du Code CIMA).

Quand plusieurs assurances contre un même risque sont contractées de manière dolosive ou frauduleuse, les sanctions prévues à l'article 33, premier alinéa du Code CIMA, sont applicables.

Article 11 : Paiement des primes

Le paiement de la prime se fait dans les conditions prévues à l'article 13 du code des assurances.

Article 12 : Obligations de l'Assuré en cas de sinistre

a) Délai de déclaration

L'Assuré doit, dans les cinq (5) jours ouvrés de la date à laquelle il a eu connaissance d'un sinistre de nature à entraîner la garantie du contrat, en donner avis à l'Assureur. S'il s'agit d'un vol, ce délai est réduit à 48 heures (article 12 du Code CIMA).

b) Autres obligations

L'Assuré doit en outre :

- Indiquer à la Compagnie le nom et l'adresse de la personne qui conduisait le véhicule assuré au moment du sinistre, ceux des lésés et des témoins s'il y en a, ainsi que tous renseignements sur les causes, circonstances et conséquences connues ou présumées du sinistre.
- Transmettre à la Compagnie, pour qu'elle puisse y répondre en temps utile, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui lui seraient adressés, remis ou signifiés à lui-même ou à ses préposés concernant un sinistre engageant ou susceptible d'engager la responsabilité couverte par la garantie A ou B, ou de mettre en cause la garantie H.
- **En cas de dommages subis par le véhicule assuré (Risques C, D et E) faire connaître l'endroit où les dommages peuvent être constatés, les réparations ne devant être faites qu'après vérification par l'Assureur. Cette obligation cesse si la vérification n'a pas été effectuée dans les sept (7) jours à compter de celui où l'Assureur aura eu connaissance du sinistre.**
- En cas de vol, l'Assuré doit aviser immédiatement les autorités locales de police ou de gendarmerie et faire opposition auprès de l'administration chargée de délivrer les récépissés de mise en circulation dans les huit (8) jours en vue de récupérer le véhicule.
- Il doit également déposer une plainte auprès des autorités compétentes et produire l'attestation de dépôt de plainte.

En cas de récupération du véhicule, il doit en aviser l'Assureur dans les quarante-huit heures.

Faute par l'Assuré de remplir ces obligations et sauf cas fortuit ou de force majeure, l'Assureur peut réclamer une indemnité proportionnée au dommage que le manquement de l'Assuré peut lui causer.

OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR

Article 13 : Avis d'échéance

Pour les contrats à tacite reconduction, à chaque échéance de prime, l'Assureur est tenu d'aviser par lettre recommandée ou par simple courrier contre décharge à la dernière adresse connue, au moins quarante-cinq (45) jours à l'avance, l'Assuré ou la personne chargée du paiement des primes de la date d'échéance et du montant de la somme dont il est redevable (article 14 du Code CIMA).

Article 14 : Offre d'indemnité

Pour les garanties A et B (Responsabilité Civile), l'Assureur est tenu, sous réserves des dispositions des articles 247 à 253 du Code CIMA, de présenter dans un délai maximum de 12 mois à compter de l'accident, une offre d'indemnité à la victime qui a subi une atteinte à sa personne.

La victime directe ou ses ayants-droit ont la faculté de saisir l'assureur garant de la responsabilité civile du véhicule terrestre à moteur d'une demande motivée d'indemnisation. Celui-ci dispose d'un délai de 30 jours pour répondre à cette demande (article 231 du Code CIMA).

En cas de décès de la victime, l'offre est faite à ses ayants droit dans les huit (8) mois du décès (article 231 du Code CIMA).

Lorsque l'offre n'a pas été faite ou a été faite en violation des délais impartis à l'article 231, le montant de l'indemnité produit de plein droit un intérêt de retard égal à 5% par mois de retard à compter de l'expiration du délai et jusqu'au jour de l'offre devenue définitive (article 233 du Code CIMA).

Cette pénalité est réduite, ou annulée, en raison de circonstances non imputables à l'assureur et notamment lorsqu'il ne dispose pas de l'adresse de la victime.

En cas de dommages causés à autrui, aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'Assureur ne lui seront opposables.

Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu d'un fait matériel, ni le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir moral d'accomplir.

En cas d'action portée devant les juridictions compétentes et dirigée contre l'Assuré, l'Assureur intervient en défense et dans les limites de sa garantie. Il a la direction du procès.

Article 15 : Paiement des indemnités

En cas de réalisation du risque, l'Assureur doit exécuter dans les délais convenus la prestation déterminée par le contrat, et ne peut être tenu au-delà.

L'Assureur ne couvre pas les sinistres survenus après expiration ou suspension du contrat.

En cas de dommages causés au véhicule assuré ou de dommages causés à des tiers, le paiement des indemnités doit intervenir dans un délai de un mois, soit de l'accord

amiable après l'expiration du délai de dénonciation, soit de la décision judiciaire devenue exécutoire.

Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la main levée.

Dans les deux cas, les sommes non versées produisent de plein droit un intérêt de retard égal à 5% par mois indépendamment de la réclamation de la victime (article 236 alinéa 2 du Code CIMA).

TITRE II : OBJET ET ETENDUE DE LA GARANTIE

Les risques couverts par le présent contrat sont ceux énumérés aux conditions particulières.

A – DOMMAGES CAUSES AUX TIERS « GARANTIE OBLIGATOIRE »

Article 16 : Risque A -Responsabilité Civile

Cette garantie s'applique, conformément aux dispositions des articles 205, 226, 227 et 228 du Code CIMA, aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'Assuré peut encourir, en raison des dommages corporels et / ou matériels causés à autrui résultant :

- a) d'accident, d'incendie ou d'explosions causées par le véhicule, les accessoires et produits servant à son utilisation, les objets et substances qu'il transporte.
- b) de la chute de ces accessoires, objets, substances et produits.

La garantie s'étend aux accidents causés par les véhicules assurés remorquant occasionnellement un véhicule en panne ou remorqués eux-mêmes par un autre véhicule. Les dommages occasionnés par ces véhicules entre eux sont exclus.

Sont compris dans cette garantie, les dommages résultant de l'utilisation d'appareils terrestres attelés au véhicule assuré, lorsque celle-ci a été prévue aux conditions particulières.

Enfin, en complément de la garantie responsabilité civile, la Compagnie garantit à l'Assuré, sans considération de responsabilité, le remboursement des frais réellement et raisonnablement exposés par lui pour le nettoyage ou la remise en état des garnitures intérieures de son véhicule, de ses effets vestimentaires et de ceux des personnes l'accompagnant, lorsque ces frais sont la conséquence des dommages des personnes résultant du transport bénévole et gratuit d'une tierce personne blessée à la suite d'un accident de la route.

Article 17 : Risques B – Recours des Tiers Incendie

La société garantit, conformément aux dispositions des articles 205, 226, 227 et 228 du Code CIMA, les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'Assuré peut encourir en raison des dommages matériels et/ou corporels causés aux tiers par les jets de flamme, explosion ou incendie provenant des véhicules automobiles désignés aux conditions particulières ou des marchandises transportées sur lesdits véhicules et non consécutifs à un accident.

Article 18 : Franchise des Garanties Risques A et B

Franchise : Lorsqu'une franchise est prévue aux conditions particulières, l'Assuré conservera à sa charge :

- a) Toutes indemnités dues par lui pour un sinistre et dont le total ne dépasse pas celui de la franchise.
- b) Le montant de la franchise sur le total des indemnités dues par lui pour un même sinistre, lorsque ce total est supérieur à la franchise.

L'Assureur procède au règlement des dommages, tant pour son compte que pour celui de l'Assuré, à charge pour celui-ci de rembourser la part qui lui incombe.

A défaut pour l'Assuré d'effectuer ce remboursement, le contrat sera résilié de plein droit, sans préjudice des droits et actions de l'Assureur à l'expiration d'un délai de trente jours après l'envoi par l'Assureur au Souscripteur et à l'Assuré d'une lettre recommandée de mise en demeure restée sans effet.

Article 19 : Limitation de la Garantie Responsabilité Civile à l'égard des personnes transportées

Vis-à-vis des tiers transportés, la garantie est limitée aux accidents corporels survenant, soit en cours de circulation, soit lorsque ces tiers montent ou descendent des véhicules, ainsi qu'à la détérioration des vêtements lorsqu'elle est l'accessoire d'un accident corporel survenant dans les mêmes conditions.

En outre, la garantie n'aura d'effet qu'aux conditions suivantes :

- 1 Véhicule de tourisme et véhicules affectés au transport en commun des personnes : Les passagers, dont le nombre n'excède pas celui porté sur le récépissé de déclaration de mise en circulation doivent être transportés à l'intérieur du véhicule, les enfants de moins de 12 ans étant comptés pour moitié.
- 2 Véhicules utilitaires : Les personnes transportées doivent avoir pris place, soit à l'intérieur de la cabine, soit sur le plateau muni de ridelles, soit à l'intérieur d'une carrosserie fermée, et leur nombre qui doit figurer aux conditions particulières n'excédera pas huit en plus du conducteur, deux au maximum se trouvant dans la cabine, les enfants de moins de douze ans ne comptant que pour moitié, et à la condition que les passagers ne soient pas installés sur les marchandises chargées dans le véhicule.
- 3 Véhicules à deux roues et triporteurs : Le nombre de personnes transportées dans celui-ci ne doit pas dépasser celui des places prévues par le constructeur ; la présence d'un enfant de moins de cinq ans, accompagné d'un adulte n'implique pas le dépassement de cette limite.
- 4 Remorques et semi-remorques : Elles doivent être construites en vue d'effectuer les transports de personnes, et les passagers doivent être transportés à l'intérieur.
- 5 Les véhicules doivent être soumis en temps voulu aux vérifications prévues par le Code de la Route et / ou par la réglementation en vigueur.

Le non-respect des conditions énumérées ci-dessus n'est pas opposable aux victimes et ayants droit, l'Assureur conservant toutefois contre le responsable, pour compte de qui il aura payé ou sera tenu de payer, le droit d'exercer une action en remboursement pour toutes les sommes qu'il a ainsi payées ou mises en réserve à sa place (article 210 du Code CIMA)

Article 20 : La faute du conducteur

La faute commise par le conducteur du véhicule terrestre à moteur a pour effet de limiter ou d'exclure l'indemnisation des dommages corporels et matériels qu'il a subis. Lorsque les circonstances d'une collision entre deux ou plusieurs véhicules ne permettent pas d'établir les responsabilités encourues, chacun des conducteurs ne reçoit de la part du ou des autres conducteurs que la moitié de l'indemnisation du dommage corporel ou matériel qu'il a subi.

Lorsque le conducteur d'un véhicule terrestre à moteur n'est pas le propriétaire, la faute de ce conducteur peut être opposée au propriétaire pour l'indemnisation des dommages causés à son véhicule. Le propriétaire dispose d'un recours contre le conducteur sous réserve des dispositions prévues à l'Article 42 du Code CIMA.

Article 21 : Exclusions applicables aux Risques A et B

Outre les exclusions prévues aux articles 46, 47 et 48 du présent contrat, est exclue de la garantie, la responsabilité civile qui incombe à l'Assuré en raison :

1. Des dommages causés aux personnes suivantes :
 - a) La personne conduisant le véhicule (Art. 206 du Code CIMA)
 - b) Pendant leur service, les salariés ou préposés de l'assuré responsables des dommages, pour les sommes ou chefs de préjudice excédant les indemnités prévues par le présent livre et pour les chefs de préjudice non prévus.
2. Des dommages causés :
 - a) Aux marchandises et objets transportés par le véhicule assuré, sauf en ce qui concerne la détérioration des vêtements des personnes, lorsque celle-ci est l'accessoire d'un dommage corporel.
 - b) Aux immeubles, choses ou animaux loués ou confiés à l'Assuré ou au conducteur, à n'importe quel titre.

Article 22 : Autres exclusions applicables aux risques A et B

Sont exclus :

- Les dommages subis par les personnes transportées, lorsque le transport n'est pas effectué dans les conditions suffisantes de sécurité fixées par un arrêté des autorités conformément à l'article 207 alinéa 2 du Code CIMA.
- Les dommages subis par les personnes transportées à titre onéreux, lorsque le souscripteur n'exerce pas la profession de transporteur de personnes et qu'il ne souscrit pas le contrat approprié à ce type de profession (article 208 du Code CIMA).

Ce risque peut être couvert par le présent contrat moyennant mention aux conditions particulières et prime spéciale.

Sont considérés comme tiers transportés à titre gratuit les voyageurs qui, sans payer de rétribution proprement dite pour le prix de leur transport, peuvent néanmoins participer occasionnellement et bénévolement aux frais de route ou sont transportés par l'Assuré à la recherche d'une affaire commune.

Article 23 : Sauvegarde des droits de la victime

Ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants droit :

1. La franchise lorsqu'elle est prévue au contrat, sauf dans les cas où le sinistre n'ayant causé que des dégâts matériels, le montant de ceux-ci n'excède pas la somme fixée par arrêté du Ministre en charge du secteur des Assurances.

2. Les déchéances, à l'exception de la suspension régulière de la garantie pour non-paiement de prime.
3. La réduction de l'indemnité applicable en cas d'omission ou de fausse déclaration non intentionnelle prévue par l'article 19 du Code CIMA.
4. Les exclusions de garanties prévues aux articles 21, 46 et 48 des présentes Conditions Générales.
5. La résiliation de plein droit prévue à l'article 13-1 du code des assurances pour les sinistres survenus avant le délai de régularisation de la prime.

Dans les cas susmentionnés, l'Assureur procède au paiement de l'indemnité pour le compte du responsable. Il peut exercer contre ce dernier une action en remboursement pour toutes sommes qu'il a ainsi payées ou mises en réserve à sa place (Art. 210 du Code CIMA).

Dans les cas d'accidents ayant entraîné tant des dommages matériels que corporels, les réserves aux exclusions ci-dessus ne valent que dans le cadre de la réparation des seuls dommages corporels.

Les exclusions prévues au contrat demeurent donc pleinement applicables dans le cadre de la réparation des dommages matériels, même si ces dits accidents ont entraîné également des dommages corporels.

6. La force majeure ou le fait des tiers : Dans tous les cas précités, à l'exception du cas de force majeure ou du fait d'un tiers, l'Assureur conserve la faculté d'exercer contre l'Assuré responsable une action en remboursement de toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve à sa place (article 210 du Code CIMA).

Article 24 : Sauvegarde des droits de l'assureur

En cas de dommages causés à autrui, aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'Assureur ne lui seront opposables.

Toutefois, n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu d'un fait matériel, ni le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir moral d'accomplir.

Seul l'Assureur a le droit de transiger avec la personne lésée, dans la limite de sa garantie.

Article 25 : Direction du Procès

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat et dans la limite de la garantie :

1. Devant les juridictions civiles et administratives, l'Assureur assume la défense de l'Assuré, dirige le procès et a le libre exercice des voies de recours.

2. Devant les juridictions pénales, si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, l'Assureur a la faculté de diriger la défense ou de s'y associer et d'exercer les voies de recours si elles sont limitées aux intérêts civils.

Article 26 : Attestations d'assurance

La présomption qu'il a été satisfait à l'obligation d'assurance est établie par les documents que doit délivrer l'Assureur sans frais au souscripteur dans un délai maximum de 15 jours à compter de la souscription :

- Une attestation d'assurance et
- Un certificat détachable de cette attestation à apposer sur le véhicule.

Faute d'établissement immédiat de ces documents, il est délivré à la souscription du contrat, une attestation et un certificat provisoires dont la durée ne peut excéder un mois (article 216 et 222 du Code CIMA).

Ces documents ne peuvent être renouvelés que lors du paiement de la prime ou portion de prime correspondante.

B – DOMMAGES CAUSES AU VEHICULE ASSURE

Article 27 : Risque C - Dommages causés au véhicule par accident

Cette assurance garantit l'Assuré contre les dommages subis par le véhicule assuré avec les accessoires et pièces de rechange dont le catalogue du constructeur prévoit la livraison en même temps que le véhicule (les éléments n'entrant pas dans cette définition ne peuvent être garantis que moyennant surprime et stipulation aux conditions particulières), lorsque ces dommages résultent, soit d'une collision avec un autre véhicule, soit d'un choc contre un corps fixe ou mobile, soit de renversement sans collision préalable, soit de chute dans les ravins ou cours d'eau.

La garantie s'applique également aux frais de garde, de dépannage, de remorquage, de transport, de garage. Toutefois, l'Assureur remboursera à dire d'expert et à concurrence de 20% du coût total des réparations effectivement mises à sa charge, les frais entraînés par son remorquage ou son transport au plus proche atelier qualifié pour effectuer les réparations sans pouvoir excéder les frais réels.

Article 28 : Exclusions applicables aux Risques C

Outre les exclusions énumérées aux articles 46, 47 et 48 des conditions générales ne sont pas garantis :

1. Les dommages survenus sans l'intervention des circonstances prévues à l'article 27 ci-dessus, notamment ceux qui seraient la conséquence directe d'un défaut d'entretien, d'usure, de défectuosité du véhicule, de vice de construction, de dénivèlement ou mauvais état du sol affecté au roulage automobile, de chute d'accessoires.
2. Les dommages occasionnés au contenu du véhicule tels que les effets personnels, marchandises, éléments du véhicule autres que

ceux indiqués à l'article 27 des conditions générales.

3. Les dommages subis par le véhicule lorsque l'Assuré conducteur se trouve en état d'ivresse dûment constaté par les autorités compétentes, cette disposition n'étant opposable qu'à lui seul.
4. Les dommages subis par les pneumatiques et chambres à air non consécutifs à un accident garanti.
5. Les dommages occasionnés par un cataclysme, notamment tremblement de terre, éruption volcanique, raz-de-marée, inondations, typhons, ouragans, tornades et cyclones.
6. Les dommages causés au véhicule par les marchandises et objets transportés.
7. Les dommages indirects tels que dépréciation, privation de jouissance.
8. Les dommages de toute nature éprouvés en cours de transport du véhicule quel que soit le mode, y compris la perte totale du véhicule.
9. Les dommages survenus à un véhicule utilitaire transportant un excédent de plus de 20% de la charge utile prévue par le constructeur.

Article 29 : Déclaration du risque

A la souscription du contrat, le souscripteur doit déclarer à l'Assureur, dans les conditions prévues à l'article 8 ci-dessus, la valeur neuve du véhicule assuré au jour de la souscription.

L'Assuré, à chaque échéance annuelle, doit déclarer les modifications de la valeur neuve de son véhicule, sous peine des sanctions prévues à l'article 40 ci-dessous.

Article 30 : Risque D - Incendie et explosions

Cette assurance garantit les dommages causés au véhicule assuré, avec les accessoires et pièces de rechange dont le catalogue du constructeur prévoit la livraison en même temps que le véhicule (les éléments n'entrant pas dans cette définition ne peuvent être garantis que moyennant surprime et stipulation aux conditions particulières). La garantie ne joue que lorsque ces dommages résultent, soit d'une collision avec un autre véhicule, soit d'incendie, de chute de la foudre, d'explosion ou de combustion instantanée.

La garantie s'applique également aux frais de dépannage ou de garage, de garde. Toutefois, l'Assureur remboursera à dire d'expert et à concurrence de 20% du coût total des réparations effectivement mises à sa charge, les frais entraînés par la garde du véhicule, son remorquage ou son transport au plus proche atelier qualifié pour effectuer les réparations sans pouvoir excéder les frais réels.

Article 31 : Exclusions applicables aux Risques D

Outre les exclusions prévues aux articles 46 et 47 ci-dessous, sont exclus de la garantie :

1. Les dommages causés aux appareils électriques et résultant de leur seul fonctionnement (y compris lampes, fusibles, tubes), les dommages qui, à dire d'expert, trouvent leur origine uniquement dans l'usure ou le défaut d'entretien.
2. Les dommages occasionnés par un cataclysme.
3. Les dommages indirects tels que privation de jouissance ou dépréciation.
4. Les dommages causés par l'explosion de la dynamite ou de tout autre explosif.
5. Les dommages occasionnés au contenu du véhicule tels que les effets personnels, marchandises, éléments du véhicule autres que ceux indiqués à l'article 30.
6. Les dommages ne pouvant être considérés comme provenant d'un incendie, notamment ceux occasionnés par la seule action de la chaleur ou par le contact direct et immédiat du feu ou d'une substance incandescente s'il n'y a eu ni incendie, ni commencement d'incendie susceptible de dégénérer en incendie véritable (Art. 45 du Code CIMA).

Article 32 : Risque E – Vol du Véhicule

Cette assurance garantit les dommages résultant :

- De la disparition ou de la détérioration du véhicule assuré, à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol de celui-ci. On entend par « tentative de vol » le commencement de l'exécution d'un vol, caractérisé par un faisceau d'indices suffisamment précis et concordants, rendant vraisemblable l'intention du ou des voleurs et constitué notamment de traces matérielles sur le véhicule.
- De la disparition des pneumatiques, accessoires et pièces de rechange dont le catalogue du constructeur prévoit la livraison en même temps que le véhicule, dérobé séparément lorsque le vol a été perpétré avec effraction ou escalade dans les remises et garages ou avec violences corporelles.
- Des frais engagés légitimement par l'Assuré avec l'accord de l'Assureur pour la récupération du véhicule assuré volé.
- Des frais de dépannage ou de garage, de garde engagés par l'Assuré avec l'accord de l'Assureur pour la récupération du véhicule volé. Toutefois, en cas de dommages subis par le véhicule, les frais entraînés par la garde du véhicule ou son remorquage ou son transport à dire d'expert ne doivent pas excéder 20% du coût des réparations effectivement mises à la charge de l'Assureur.

Article 33 : Exclusions applicables aux Risques E

Outre les exclusions prévues aux articles 46 et 47 ci-après, sont exclus de la garantie :

1. Les vols commis, pendant leur service par les préposés de l'Assuré, ou avec leur complicité, ainsi que ceux commis par les membres de la famille de l'Assuré ou par toute personne habitant sous son toit, ou avec leur complicité.
2. Les dommages occasionnés par un cataclysme.
3. Les dommages indirects tels que privation de jouissance ou dépréciation.
4. En ce qui concerne les pneumatiques ainsi que les accessoires et les pièces de rechange dont le catalogue du constructeur prévoit la livraison en même temps que le véhicule, la garantie ne joue que s'ils sont volés en même temps que le véhicule, à moins qu'il ne s'agisse d'un vol commis dans les garages ou remises avec effraction, escalade ou usage de fausses clés, tentatives de meurtre ou violences corporelles.

Article 34 : Indemnisation

La procédure d'indemnisation ne peut commencer qu'après un délai de trente jours à dater de la déclaration du sinistre, le paiement de l'indemnité s'effectuant suivant les dispositions de l'article 15 ci-dessus.

Lorsque le véhicule est retrouvé à la suite du vol, les conditions d'indemnisation obéissent aux règles suivantes :

- a) Lorsque le véhicule est retrouvé avant le paiement de l'indemnité et avant l'expiration du délai de trente jours à dater de la déclaration du sinistre, l'Assuré doit le récupérer, moyennant paiement par l'Assureur des frais éventuellement nécessités pour sa remise en état.
- b) Si l'indemnité n'a pas été versée du fait de l'Assureur alors que l'Assuré avait demandé le règlement de celle-ci, l'Assuré a le choix entre la reprise du véhicule dans les conditions indiquées au a) ci-dessus ou le délaissement du véhicule à l'Assureur, celui-ci étant tenu de verser à l'Assuré la totalité des sommes dues au titre de la garantie « Vol ». Si l'indemnité n'a pas été versée du fait de l'Assuré, celui-ci s'engage à reprendre le véhicule volé comme indiqué au a).
- c) Lorsque le véhicule volé est récupéré après le paiement de l'indemnité, l'Assuré a, dans les trente jours suivant celui où il a connaissance de cette récupération, la faculté d'en reprendre possession moyennant le remboursement de l'indemnité, sous déduction d'une somme correspondant aux dommages et aux frais éventuellement nécessités pour sa remise en état.

Article 35 : Risque F – Bris de Glaces

Cette assurance garantit exclusivement les dommages, consécutifs ou non à un accident, causés au pare-brise, aux glaces latérales, à la lunette arrière, au toit vitré et aux

optiques de phares avant, à l'exclusion des feux de position, de recul et des clignotants.

La garantie s'applique également aux frais de dépannage, de remorquage, de transport, de garage. Toutefois, l'Assureur remboursera à dire d'expert et à concurrence de 20% du coût total des réparations effectivement mises à sa charge, les frais entraînés par son remorquage ou son transport au plus proche atelier qualifié pour effectuer les réparations sans pouvoir excéder les frais réels.

Article 36 : Montant de la garantie Bris de Glaces

La garantie s'exerce à concurrence de la valeur de remplacement des glaces brisées, y compris les fournitures nécessaires à leur remplacement et les frais de pose.

Article 37 : Exclusions applicables aux Risques F

Outre les exclusions prévues aux articles 35, 46 et 47, sont exclus de la garantie :

1. Les dommages causés par un cataclysme.
2. Les dommages indirects tels que privation de jouissance ou dépréciation.
3. Les dommages éprouvés en cours de transport du véhicule assuré.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSURANCES DE DOMMAGES

Article 38 : Montant de la garantie

Le montant de la garantie est indiqué aux conditions particulières. La garantie s'exerce à concurrence de la valeur vénale du véhicule au jour du sinistre, sous déduction éventuellement, du montant de la franchise indiquée aux conditions particulières. Toutefois, lorsque la garantie du Risque F « bris de glaces » sera souscrite, celle-ci sera régie par les dispositions des articles 35 et 36 ci-dessus.

Article 39 : Obligations de l'Assuré en cas de sinistre

En cas de dommages subis par le véhicule et résultant d'accident, d'incendie, d'explosion, de vol ou de tentative de vol, l'Assuré doit, outre la déclaration prévue à l'article 12, faire connaître à l'Assureur l'endroit où ces dommages pourront être constatés. Il ne pourra procéder ou faire procéder à des réparations avant la vérification par les soins de l'Assureur.

Toutefois, cette obligation cesse si la vérification n'a pas été effectuée dans les sept (07) jours à compter de la date de déclaration faite par l'Assuré.

Article 40 : Règle proportionnelle (Risques C et F)

Si la somme assurée est inférieure à la valeur indiquée au catalogue du constructeur ou du concessionnaire au jour de la souscription ou de la dernière date anniversaire du contrat, dans le territoire du domicile de l'Assuré, ce dernier restera

son propre Assureur pour l'excédent et supportera une part proportionnelle du dommage.

Article 41 : Franchise

Lorsqu'une franchise est prévue aux conditions particulières, l'Assuré conserve à sa charge :

1. Tout sinistre dont le montant ne dépasse pas le montant de la franchise.
2. Le montant de la franchise sur la totalité du montant du sinistre lorsque celui-ci est supérieur à la franchise.

Article 42 : Obligations de l'assureur en cas de sinistre

Sous réserve des dispositions de l'article 40, lorsque le véhicule est complètement détruit, hors d'usage ou volé, l'indemnité est fixée au montant de la valeur vénale de celui-ci au jour du sinistre, y compris les accessoires et pièces de rechange dont le catalogue du constructeur prévoit la livraison en même temps que le véhicule mais, sans pouvoir dépasser le montant de la somme assurée et sous déduction éventuelle du montant de sauvetage. Dans les autres cas, l'indemnité est fixée au coût des réparations ou du remplacement des pièces détériorées sauf en ce qui concerne la garantie bris de glaces dans la limite de la valeur vénale du véhicule et sans pouvoir dépasser le montant de la somme assurée.

Les pneumatiques, s'ils sont garantis, sont toujours remboursés vétusté déduite.

En ce qui concerne les risques C, D, E et F, le paiement des indemnités doit être effectué dans les trente jours, soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire.

Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée. Les sommes non versées produisent de plein droit intérêt au taux d'escompte majoré de moitié durant deux mois puis, à l'expiration de ces deux mois, au double du taux d'escompte.

Article 43 : Procédure

Si les dommages ne sont pas fixés de gré à gré, une expertise amiable est toujours obligatoire, sous réserve des droits respectifs des parties. Chacune des parties choisit un expert, si les experts ainsi désignés ne sont pas d'accord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix.

Faute par l'une des parties de nommer un expert ou par les deux experts de s'entendre sur le choix du troisième, la désignation est effectuée par le Président du Tribunal dans le ressort duquel le sinistre s'est produit. Cette nomination a lieu sur simple requête de la partie la plus diligente, faite au plus tôt sept (07) jours après l'envoi, à l'autre partie d'une

lettre recommandée de mise en demeure avec accusé de réception.

Chaque partie paie les frais et honoraires de son expert et, s'il y a lieu, la moitié des honoraires du tiers expert et des frais de sa nomination. Une fois l'expertise terminée, le sauvetage est aux risques et périls de l'Assuré.

C – ASSISTANCE JUDICIAIRE

Article 44 : Risque G – Garantie Recours

L'Assureur s'engage à réclamer à l'amiable la réparation des préjudices corporels et matériels subis par l'Assuré tels que définis à l'article 2, Titre I, à l'occasion d'un accident dans lequel le véhicule assuré est impliqué et incombant :

- à un tiers identifié responsable,
- au conducteur (fautif, ou non titulaire du permis de conduire ou ayant utilisé le véhicule à l'insu du propriétaire).

En cas de conflit lors de l'exercice du recours contre une Compagnie, l'Assureur doit soumettre le dossier à l'arbitrage de la Commission Nationale d'Arbitrage conformément à l'article 276 du Code CIMA.

Les sommes réclamées et dues, non remboursées, portent intérêt selon les conditions de l'article 277 du Code CIMA. Lorsque l'Assuré n'accepte pas la décision de la Commission Nationale d'Arbitrage, l'Assureur est dégagé de toute obligation.

La présente garantie n'a d'effet que si l'accident est survenu dans l'un des Etats membres de la CIMA, de la CEDEAO et sous réserve que le véhicule impliqué soit couvert par un contrat souscrit dans ce pays.

En dehors des Etats de la CIMA et de la CEDEAO cette garantie peut être étendue aux pays désignés au contrat.

La Commission Nationale d'Arbitrage compétente est celle du pays dans lequel l'accident est survenu.

Article 45 : Risque H – Garantie Défense

L'Assureur s'engage à pourvoir, à ses frais, à la défense de l'Assuré devant les juridictions compétentes si ce dernier est poursuivi à la suite d'un sinistre couvert au titre de la garantie Responsabilité Civile.

Le montant de la garantie est déterminé aux conditions particulières.



TITRE III : DISPOSITIONS COMMUNES

A – EXCLUSIONS COMMUNES A TOUS LES RISQUES

Article 46 : Risques exclus mais susceptibles d'être couverts

Les sinistres ci-dessous sont exclus de la garantie du contrat. Toutefois, en ce qui concerne le risque « Responsabilité Civile », dès lors que l'Assuré s'y expose, il est tenu de s'assurer sous peine des sanctions prévues par le code CIMA.

Sont valables, sans que la personne assujettie à l'obligation d'assurance soit dispensée de cette obligation dans les cas prévus ci-dessous, les clauses des contrats ayant pour objet d'exclure de la garantie la responsabilité encourue par l'Assuré :

1. du fait des dommages causés par le véhicule lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre (Art. 208 du Code CIMA).
2. du fait des dommages causés par le véhicule, lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes et à l'occasion desquels lesdites matières auraient provoqué ou aggravé le sinistre.

Toutefois, la non assurance ne saurait être invoquée du chef de transport d'huiles, d'essences minérales ou de produits similaires, ne dépassant pas 500 kilogrammes ou 600 litres, y compris l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur.

3. du fait des dommages survenus au cours d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics. Toute personne participant à l'une de ces épreuves, courses, compétitions ou essais en qualité de concurrent ou d'organisateur n'est réputée avoir satisfait aux prescriptions du présent titre que si sa responsabilité est garantie par une assurance dans les conditions exigées par la réglementation applicable en matière (Art. 208 du Code CIMA).

Article 47 : Risques toujours exclus

Sont exclus de la garantie :

1. Les sinistres résultant des opérations de chargement ou de déchargement du véhicule assuré (y compris manutention par des moyens mécaniques ou non).
2. Les sinistres occasionnés, soit par la guerre étrangère, soit par la guerre civile, soit par des émeutes ou par des mouvements populaires ; il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte de l'un de ces faits.

Lorsque ces risques ne sont pas couverts par le contrat, l'Assuré doit prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère ; il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte de la guerre civile, d'émeutes ou de mouvements populaires (Art. 38 du Code CIMA).

3. L'obligation d'assurance ne s'applique pas à la réparation :
 - a) des dommages ou de l'aggravation des dommages causés par des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ;
 - b) des dommages atteignant les immeubles, choses ou animaux loués ou confiés au conducteur à n'importe quel titre ;
 - c) des dommages causés aux marchandises et objets transportés, sauf en ce qui concerne la détérioration des vêtements des personnes transportées, lorsque celle-ci est l'accessoire d'un accident corporel (Art. 206 du Code CIMA).
4. L'Assureur ne répond pas des pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle ou dolosive de l'Assuré. La charge de la preuve du caractère intentionnel de la faute, appartient à l'Assureur (Art. 11 du Code CIMA).
5. Les sinistres occasionnés par des tremblements de terre, éruptions volcaniques, inondations, typhons, ouragans, tornades, cyclones ou tout autre cataclysme ou phénomène météorologique.
6. Les amendes
7. Les dommages causés et/ou subis par le véhicule confié aux professionnels de la réparation, de la vente et du contrôle qui sont tenus de s'assurer pour leur responsabilité.

Article 48 : Exclusion pour défaut de permis de conduire

Lorsque, au moment du sinistre, le conducteur n'a pas l'âge requis ou ne possède pas les certificats, en état de validité, exigés par la réglementation en vigueur pour la conduite du véhicule, sauf en cas de vol, de violence ou d'utilisation du véhicule à l'insu de l'Assuré.

Cette exclusion ne peut être opposée au conducteur détenteur d'un certificat déclaré à l'Assureur lors de la souscription ou du renouvellement du contrat, lorsque ce

certificat est sans validité pour des raisons tenant au lieu ou à la durée de résidence de son titulaire ou lorsque les conditions restrictives d'utilisation autres que celles relatives aux catégories de véhicules portées sur celui-ci n'ont pas été respectées.

B - DECHEANCES

Article 49 : Déchéances

1. Déchéance pour ivresse :

Est déchu de la garantie en ce qui concerne les risques autres que la Responsabilité Civile, l'Assuré conducteur se trouvant en état d'ivresse dûment constaté au moment de l'accident par les autorités compétentes, sauf s'il est établi que ledit accident est sans relation avec cet état. Cette déchéance ne peut être encourue par aucun Assuré autre que le conducteur.

2. Déchéance pour défaut de visite technique :

En ce qui concerne les véhicules non utilisés pour le transport de personnes, l'Assuré est également déchu de la garantie lorsqu'au moment du sinistre le véhicule assuré n'a pas été soumis en temps voulu aux vérifications prévues par le Code de la Route ou la Réglementation en vigueur. Toutefois, cette déchéance est inopposable aux victimes et ayants droit.

3. Déchéance pour déclaration tardive :

La déchéance pour déclaration tardive, eu égard aux délais prévus à l'article 12 du code CIMA, ne peut être opposée à l'Assuré que si l'Assureur établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice. Elle ne peut également être opposée dans tous les cas où le retard est dû à un cas fortuit ou de force majeure.

C - DISPOSITIONS DIVERSES

Article 50 : Prescription biennale

Toutes les actions dérivant du présent contrat sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1. En cas de réticence, omission, déclaration fautive ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'Assureur en a eu connaissance.
2. En cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'Assuré contre l'Assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'Assuré ou a été indemnisé par ce dernier (article 28 du Code CIMA).

Article 51 : Prescription quinquennale

Les actions en responsabilité civile extra contractuelle, auxquelles le présent contrat est applicable, se prescrivent

par un délai maximum de cinq ans à compter de l'accident (article 256 du Code CIMA).

Article 52 : Compétences

Dans toutes les instances relatives à la fixation et au règlement des indemnités dues, le défendeur (Assureur ou Assuré), est assigné devant le Tribunal du domicile de l'Assuré.

Toutefois, l'Assuré peut assigner également l'Assureur devant le Tribunal du lieu où s'est produit le fait dommageable.

Article 53 : Subrogation

L'Assureur qui a payé l'indemnité d'assurance est subrogé, jusqu'à concurrence de cette indemnité, dans les droits et actions de l'Assuré contre les tiers qui, par leur fait, ont causé le dommage ayant donné lieu à la garantie de l'Assureur.

L'Assureur peut être déchargé en tout ou partie de sa garantie envers l'Assuré, quand la subrogation ne peut plus, par le fait de l'Assuré, s'opérer en faveur de l'Assureur.

Par dérogation aux dispositions précédentes, l'Assureur n'a aucun recours contre les enfants, descendants, ascendants, alliés en ligne directe, préposés, employés, ouvriers ou domestiques, et généralement toute personne vivant habituellement au foyer de l'Assuré, sauf le cas de malveillance commise par une de ces personnes (articles 42 du Code CIMA).

Article 54 : Catégorie d'usage

Les termes mentionnés aux conditions particulières sous la rubrique « usage du véhicule » correspondant aux définitions suivantes :

Catégorie 1 : Véhicule à carrosserie de tourisme appartenant à des personnes physiques, utilisés tant pour les besoins professionnels que privés et qui sont aménagés pour le transport de personnes.

Catégorie 2 : Véhicules à carrosserie conçue pour le transport de marchandises ou de matériels utilisés pour le transport de produits, marchandises ou matériels appartenant à l'Assuré.

Catégorie 3 : Véhicules à carrosserie conçue pour le transport de marchandises ou de matériels utilisés pour le transport de produits, marchandises ou matériels appartenant à des tiers.

Catégorie 4 : Véhicules de grande remise et de location avec chauffeur, ainsi que tous véhicules, non munis d'un taximètre, transportant des passagers à titre onéreux. Cette catégorie concerne également les véhicules aménagés pour le transport mixte.

Catégorie 5 : Véhicules motorisés à deux ou trois roues et véhicules à quatre roues d'un poids égal ou inférieur à 150 kgs dont le nombre de places n'excède pas deux.

Catégorie 6 : Véhicules appartenant aux garagistes et professionnels de la vente, de la réparation d'automobiles ou qui leur sont confiés pour la vente, la réparation, les essais ou la mise au point.

Catégorie 7 : Véhicules à usage d'auto-écoles.

Catégorie 8 : Véhicules à carrosserie de tourisme ou utilitaires sans patente et destinés à la location.

Catégorie 9 : Engins mobiles de chantier c'est-à-dire appareils mobiles utilisés par les entreprises industrielles agencés spécialement pour l'exécution de leurs travaux de chantier, se déplaçant sur roues ou chenilles, soit par leurs propres moyens, soit en étant tractés par un autre motorisé.

Catégorie 10 : Véhicules de types spéciaux ne rentrant dans aucune des catégories 1 à 9 et 11 à 12, notamment les véhicules d'ambulances, les corbillards, les fourgons funéraires, les véhicules utilisés uniquement pour l'enlèvement des ordures, les véhicules des collectivités publiques (arroseuses, balayeuses, goudronneuses, véhicules de vidange), les tracteurs agricoles et forestiers, les véhicules circulant sur aérodromes, etc....

Catégorie 11 : Véhicules utilisés pour le transport de personnes et munis d'un taxi compteur ou d'un taximètre.

Catégorie 12 : Véhicule à carrosserie de tourisme appartenant à des personnes morales, utilisés tant pour les besoins professionnels que privés et qui sont aménagés pour le transport de personnes.